



**PRÉFÈTE
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°07-2025-05-21-00007
portant mise en demeure de la société BRENNTAG, dont le siège social est situé
90 avenue du Progrès à CHASSIEU (69680),
de respecter les prescriptions applicables aux activités de stockage de produits chimiques
exploitées dans la Zone d'Activités à ANDANCE (07340)

**La Préfète de l'Ardèche,
Chevalière de la Légion d'Honneur,
Officière de l'Ordre national du Mérite.**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6 à L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret NOR IOMA2319666D du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Ardèche ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-15-6 du 15 janvier 2007 modifié délivré à la société BRENNTAG ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07-2024-01-17-00007 du 17 janvier 2024 prenant acte du renforcement des mesures de maîtrise du risque suite à l'étude de dangers de la société BRENNTAG ;

VU l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 susvisé qui dispose :

« chacune des installations de dépotage, stockage vrac et/ou mélanges concernées par la présence d'hypochlorite de sodium ou d'acide nitrique, est équipée d'au moins deux mesures techniques de maîtrise des risques (MMR) indépendantes à même de prévenir et/ou de limiter les conséquences d'un mélange incompatible généré en cas d'erreur d'opération de dépotage ou d'autre erreur.

Les mesures techniques de maîtrise des risques considérées dans leur ensemble (chaîne des MMR), seront considérées comme efficaces si, en situation à risque de mélange incompatible, leur action permet que les zones résiduelles de dangers pour l'homme ne dépassent pas les limites de l'établissement. Dans ce cadre, les zones résiduelles de danger pour l'homme sont définies au seuil des effets létaux (SEL par référence à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) dans les conditions les plus défavorables, dont les conditions de dispersion atmosphériques.

Chaque dispositif technique est considéré comme mesure technique de maîtrise des risques si du fait de son action, la classe de probabilité du phénomène dangereux redouté reste en E (probabilité < 10-5/an)

(cf.référence à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé) même lorsque l'autre dispositif MMR technique de plus haut niveau de confiance est défaillant.

Les mesures techniques de maîtrise des risques (MMR) visées ci-dessus sont opérationnelles dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté et dans le strict respect de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé (Mesures de maîtrise des risques). Ces mesures de maîtrise des risques sont totalement documentées (état initial cf. art. 7 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010). Elles font l'objet de procédures écrites (consignes) d'exploitation, de vérification et d'entretien (programme et plan de surveillance, cf. art.7 am du 04/10/2010). Ces procédures sont établies dès le redémarrage. Elles sont établies sur la base de leur documentation technique, et notamment de l'évolution de leur probabilité de défaillance en fonction de leur sensibilité au vieillissement ou d'autres facteurs. Au besoin, elles sont révisées. » ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 14 avril , conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 7 mai 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'afin de répondre à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 susvisé, l'exploitant prévoit de mettre en place deux systèmes différents : l'un constitué d'un asservissement basé sur une mesure de pression, l'autre constitué d'un asservissement basé sur une commande manuelle dite «poignée d'assentiment» ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 25 février 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

La «poignée d'assentiment» ne peut pas être considérée comme mesure de maîtrise des risques techniques.

Les mesures de maîtrise des risques «capteur de pression» ne sont pas mises en service.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BRENNTAG de respecter les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche ;

ARRÊTE

Article 1 : La société BRENNTAG (n° SIRET : 70980178100374), dont le siège social est situé 90 avenue du Progrès à CHASSIEU (69680), exploitant les installations situées Zone d'Activités à ANDANCE (07340), est mise en demeure de respecter l'ensemble des dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024, et notamment la mise en place de deux mesures techniques de maîtrise des risques (MMR) indépendantes, répondant aux critères prescrits à ce même article sous 1 an à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.

Article 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnées aux 1° et 2° ci-après, relatifs au contentieux.

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée auprès du tribunal administratif de LYON par courrier (184, rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 3) ou via le site internet [https:// www.telerecours.fr](https://www.telerecours.fr)

Elle peut être déférée :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie d' ANDANCE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire d' ANDANCE fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de l'ARDÈCHE, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d' ANDANCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Privas, le 21 MAI 2025

Pour la préfète,
le secrétaire général

John BENMUSSA

